

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3388

18 décembre 2015

SOMMAIRE

European Infrastructure Debt (SV) - Sterling SCA	162606	Renamedical S.A.	162601
Hollerich Village	162624	Riteridge S.A., SPF	162581
International Trade Real Estate Développement S.A.	162624	Rohan S.A.	162584
Jean-Louis Chapellier S.à r.l.	162612	Sealed Air Luxembourg (II) S.à r.l.	162602
Larry Berlin II S.à r.l.	162612	Shield Luxco 1 S.à r.l.	162602
Larry Berlin Lichtenberg S.à r.l.	162616	Shield Luxco 2 S.à r.l.	162616
Larry II Greater Berlin S.à r.l.	162620	Société Civile Immobilière Bamo II	162605
P2L S.à r.l.	162580	Somatec S.A.	162605
Primafin Luxembourg S.A.	162578	Starlyst Manchester Lux S.à r.l.	162620
Prospect SPF S.A.	162578	Starlyst UK Investments Lux S.à r.l.	162624
Protoner S.à r.l.	162578	Stoll Safety	162605
Ramius FOF European Platform	162580	Structif S.à r.l.	162606
Ramius FOF European Platform Index	162580	Summit Partners WT-A S.à r.l.	162602
Rational Asset Management	162581	Summit Partners WT-B S.à r.l.	162602
RCIC S.C.A.	162600	Sun Real Estate Investments S.à r.l.	162603
Real Financing S.à r.l.	162601	Takko Fashion S.à r.l.	162603
Real Financing Two S.à r.l.	162601	T-Ei. S.A.	162603
Realpart Invest S.A.	162601	The Rising Tide Europe 1 SLP	162603
		Travelport Investor LLC	162605

Primafin Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 22, rue de L'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 83.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015173324/10.

(150191589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Prospect SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 15.471.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015173325/10.

(150191540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Protoner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 200B, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.888.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le six octobre.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

- N'HARI Sid Ahmed, né le 09 janvier 1969 à Sidi Zouaoui (Algérie), demeurant au 200 rue de Luxembourg à L-8077 Bertrange,

ici représenté par Maître Nabil KADRI, demeurant professionnellement 4 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 6 octobre 2015,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il entend constituer:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs coassociés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet l'achat et la vente de tout produit d'imprimerie ainsi que toute activité de commerce y compris la vente et la représentation de tout produit ou marchandise non réglementée.

La société a encore pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension ou le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de «PROTONER S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Bertrange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ EUROS (EUR 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT CINQ EUROS (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 10. Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa (leur) fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

Souscription - Libération

Toutes les parts ont été intégralement souscrites par l'associé unique Ahmed N'HARI, susdit et immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ EUROS (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2016.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur N'HARI Sid Ahmed, né le 09 janvier 1969 à Sidi Zouaoui (Algérie), demeurant au 200 rue de Luxembourg à L-8077 Bertrange.
- 2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3.- L'adresse de la société est fixée à L-8077 Bertrange, 200B, rue de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: KADRI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 9 octobre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 32319. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173326/106.

(150192014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

P2L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6453 Echternach, 82, rue Krunn.

R.C.S. Luxembourg B 143.322.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015173327/9.

(150191631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Ramius FOF European Platform, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 58.241.

—

Le bilan au 30 juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RAMIUS FOF EUROPEAN PLATFORM

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015173329/11.

(150192202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Ramius FOF European Platform Index, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 83.748.

—

Le bilan au 30 juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RAMIUS FOF EUROPEAN PLATFORM INDEX

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015173331/11.

(150192210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Rational Asset Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 197.805.

EXTRAIT

Monsieur John Caulfield a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 21 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015173333/10.

(150191757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Riteridge S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 200.886.

STATUTS

L'an deux mille quinze,

le vingt octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu:

1.- «LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg,

représentée aux fins des présentes par:

a) Madame Angelina SCARCELLI, employée privée, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2217 Luxembourg;

b) Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, juriste, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg;

les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe.

2.- Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, préqualifié, agissant en son nom personnel.

Lesquelles parties comparantes, agissant ès dites qualités, ont requis le notaire instrumentant, d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de Riteridge S.A., SPF», société de gestion de patrimoine familial.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 3. Le capital social souscrit est fixé à SOIXANTE MILLE EUROS (60'000.- EUR) divisé en six cents (600) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, à l'exception des cas où les Lois exigent des actions nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Pour ce qui est des actions au porteur, la société peut émettre des actions au porteur aux actionnaires concernés dans la forme et avec les mentions prévues par les Lois. La Société peut émettre des certificats d'actions au porteur multiples.

Les cessions d'actions au porteur seront opérées par la seule remise des actions au porteur.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

Pour ce qui est des actions nominatives, un registre des actions nominatives sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actions nominatives. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actions nominatives seront délivrés aux actionnaires. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actions nominatives par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois sur le transport des créances. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actions nominatives toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

Les droits et obligations attachés aux actions seront identiques sauf s'il en est prévu autrement par les Statuts ou par les Lois.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième lundi du mois de juin de chaque année à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en juin 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés, en leur qualité d'actionnaires, déclarent souscrire les six cents (600) actions ordinaires comme suit:

1) La société «INTERCONSULT S.A.», prédésignée, trois cents actions	300
2) Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, prénommé, trois cents actions	<u>300</u>
TOTAL: SIX CENTS ACTIONS	600

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de SOIXANTE MILLE EUROS (60'000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes.

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui du commissaire aux comptes à un (1).

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, juriste, né à La Spezia (Italie), le 12 septembre 1964, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg;

b) Monsieur Jean-Marc DEBATY, administrateur de sociétés, né à Rocourt (Belgique), le 11 mars 1966, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg; et

c) Madame Angelina SCARCELLI, employée privée, née à Thionville (France), le 13 septembre 1975, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg.

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

«LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B, numéro 40312).

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2021.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes prémentionnées ont signé avec Nous notaire instrumentant, le présent acte. Signé: A. SCARCELLI, F. CANNIZZARO di BELMONTINO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24342. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015173337/173.

(150192180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Rohan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 200.881.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of October.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PARLAY FINANCE COMPANY S.A., a public limited liability company (“Société anonyme”) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register under the R.C.S. Luxembourg number B 61785,

here represented by Mrs Elisa Paola ARMANDOLA, residing at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal on October 15, 2015, which, initialled ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the officiating notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited company (“Société anonyme”) which it declared to organize.

Chapter I. - Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form. Corporate name. The company (the “Company”) is established in the form of a public limited company (“Société Anonyme”) and is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of association (the “Articles of Association”).

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders.

The Company exists under the corporate name of “Rohan S.A.”

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company or, in the case of a sole director by a decision of the sole director.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors or, in the case of a sole director by a decision of the sole director.

In the event that, in the view of the board of directors or the sole director, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may tem-

porarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors or the Sole Director.

Art. 3. Object.

3.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests. In particular, the Company may act as unlimited shareholder of partnership limited by shares.

3.2. The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to companies forming part of the group of companies to which the Company belongs (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.4. The Company may in particular enter into the following transactions:

3.4.1. to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.4.2. to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any bonds or any other type of debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.4.3. to enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counterparty;

3.4.4. to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and

3.4.5. to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other lease agreements, contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

3.4.6. to make the acquisition of business and properties and enter into financial leases agreements through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or directly (but then outside Luxembourg and on a temporary basis only).

It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 4. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Capital. The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each and fully paid.

The authorised capital of the Company is set at ten million euro (EUR 10,000,000) divided into one hundred thousand shares (100.000), with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

The Board of Directors or the Sole Director is authorised and empowered within the limits of the authorised capital to (i) realise any increase of the issued capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Board of Directors or the Sole Director within the limits of the authorised capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments issued from time to time by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the

terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in case of issue of shares against payment in cash. This authorisation is valid during a period ending 5 (five) years after the date of publication of the resolution to create the authorised capital in the Luxembourg official Gazette - Memorial and it may be renewed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The Board of Directors or the Sole Director may delegate to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of the issue of new shares under the authorised capital.

Following each increase of the issued capital within the limits of the authorised capital, realized and duly stated in the form provided for by the Laws, this article will be modified so as to reflect the actual increase. Such modification will be recorded in authentic form by a Luxembourg notary upon the instructions of the Board of Directors or the Sole Director or by any person duly authorized and empowered by the Board of Directors or the Sole Director for this purpose.

The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any shares is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Sole Director or by the Board of Directors subject to the 1915 Law and these Articles.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such account are to be taken by the sole director or by the Board of Directors subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of registered shares or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders, with the exception of those shares for which the Laws prescribe the registered form.

The shares are freely transferable.

With respect to the bearer shares, all the bearer shares in issue must be deposited with a depositary appointed by the board of directors. The board of directors has to inform the shareholders of such appointment and of every amendment regarding depositary within 15 business days. Resolutions of appointment or acknowledgments of amendments regarding depositary must be registered and published in conformity with article 11bis §1^{er}, 3), d) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

A bearer shareholders' register containing precise identification of every shareholder, indication of the number of bearer shares or units held by him or her, information relevant to the date of deposit, transfers, cancellation or conversion of the shares in registered form with indication of the effective date shall be open and kept by the depositary.

The ownership of a bearer share is established according to the registered entry in the bearer shareholders' register. Upon written request of each bearer shareholder, a certificate can be issued within 8 calendar days and delivered to him/her summarizing all the entries in the bearer shareholders' register regarding him/her.

A bearer shares' transfer inter vivos becomes valid towards third parties and the Company following registration of such transfer by the depositary in the bearer shareholders' register made on the basis and upon receipt by the depositary of any document or acknowledgement establishing the transfer of the ownership between the transferor and the transferee. A notification of transfer causa mortis is validly made to the depositary provided no opposition exists, by presentation of the death certificate, entry of death or affidavit issued by the district judge or notary.

The rights of bearer shares in issue which are not deposited neither duly registered in the bearer shareholders' register shall be deemed to be suspended.

With respect to the registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders register will be delivered to the shareholders. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered shares will be registered in the shareholders register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority

rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association or by the Board of directors, within the limits of the authorised capital.

Any new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The board of directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

Notwithstanding the above, the general meeting voting in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the board of directors or the sole director to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws, the Board of Directors or the Sole Director to do so.

Chapter III. Directors, Statutory auditor

Art. 9. Management. The Company shall be managed by a board of directors, composed of not less than three (3) members, who need not be shareholders (the "Board of Directors"). If the Company has only one (1) shareholder, the Board of Directors may be composed of only one (1) member.

The members of the Board of Directors will be elected by the general meeting of shareholders which will determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining directors may elect by co-optation a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders, which shall ratify such co-optation or elect a new member of the Board of Directors instead.

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed directors as class A Directors (the "Class A Directors") or class B directors (the "Class B Directors").

Art. 10. Powers of the directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the general meeting of shareholders or the statutory auditor(s) are in the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Managing director.

11.1. The daily management (i.e. all daily operations, business activities and representation of the Company with respect thereto) of the Company may be conducted by the managing director, who shall be a member of the Board and who shall be elected by the general meeting of shareholders. The managing director shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be reeligible.

11.2. The shareholder(s) of the Company shall determine the remuneration of managing director and term of his/her office. The managing director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

11.3 The managing director shall comply with all instructions and guidelines (if any) given by the board.

11.4. In case of the issues which are unusual for the Company and/or do not fall within the scope of daily management, the managing director shall make decisions only following the delegation of powers from the board.

11.5. The managing director shall keep the board properly informed about key business of the Company within his/her power to represent the Company.

Art. 12. Management fees and expenses. The members of the Board of Directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and shall in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the Board of Directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 13. Directors' liability. No member of the Board of Directors commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Any such member is only liable for the performance of its duties.

Art. 14. Delegation of powers, Representation of the Company. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice.

The Board of Directors may also delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

Towards third parties, the Company is bound by the joint signatures of two (2) members of the Board of Directors in case the Board of Directors is composed by at least three (3) members or by the sole signature of the sole director when the Board of Directors is composed by only one (1) member. However, if the shareholder(s) have qualified the directors

as Class A Directors or Class B Directors, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Director and one Class B Director.

Towards third parties, the Company will further be bound by the joint signatures or by the sole signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within the framework of the daily management, or by the joint signatures or by the sole signature of any person to whom special power has been delegated by the director(s), but only within the limits of such special power.

Art. 15. Conflicts of interest, indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors; the officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, manager, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Directors has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall make known such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

The Company shall indemnify the members of the Board of Directors the officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been directors, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, Indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

Art. 16. Meetings of the Board of Directors. If the Board of Directors is composed of at least three (3) members, the Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the "Secretary").

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors shall appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at the relevant meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one (1) week notice of Board of Directors meetings shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent of each member of the Board of Directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board of Directors meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine. Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another member of the Board of Directors as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the members of the Board of Directors holding office.

Decisions will be taken by the simple majority of the votes of the members of the Board of Directors present or represented at such meeting.

In the case of an equality of votes, the Chairman shall have the right to cast the deciding vote (the "Casting Vote"). The Casting Vote shall be personal to the Chairman and will not transfer to any other director acting as a chairman pro tempore of a meeting of the Board of Directors in the Chairman's absence.

Members of the Board of Directors participating in a meeting of the Board of Directors by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

In case of urgency, a written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be

documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

Art. 17. Confidentiality. The members of the Board of Directors as well as any other person(s) attending the meeting of the Board of Directors, shall not disclose, even after the end of their directorship, the information they possess on the Company and the disclosure of which could harm the interests of the Company, except in cases where such a disclosure is required or permissible under legal or regulatory requirements or if it is in the public interest.

Art. 18. Resolutions of the sole director, minutes of meetings of the Board of Directors. If the Board of Directors is composed of at least three (3) members. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting and any member of the Board of Directors or the secretary of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any two (2) members of the Board of Directors.

If the Board of Directors is composed of only one (1) member, the resolutions of the sole director shall be documented in writing.

Art. 19. Statutory auditors, independent auditors. Except where according to the Laws the Company's annual accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory and/or independent auditor(s) will be elected by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and, to the extent permissible under applicable Laws, they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Sole shareholder, General meeting of shareholders

Art. 20. Powers of the meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder, the sole shareholder will be vested with all the powers of the general meeting of shareholders pursuant to the Articles of Association and the Laws.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

Art. 21. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the fifth day of June at 10 a.m. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 22. Other general meetings. The Board of Directors or the statutory auditor(s) may convene general meetings of shareholders (in addition to the annual general meeting of shareholders). Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

One or several shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 23. Notice of general meetings. Shareholder(s) will meet upon issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 24. Attendance, representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, by a proxy to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Board of Directors may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Board of Directors prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the

Board of Directors may require. The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Shareholders participating in a shareholders' meeting by visio conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

Art. 25. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman. In his absence, the general meeting of shareholders shall appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at the relevant general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

The Chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Art. 26. Adjournment. The Board of Directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The Board of Directors must adjourn it if so required by shareholders representing at least one fifth (1/5) of the Company's issued capital. Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 27. Vote. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

The shareholders are authorised to cast their vote by ballot papers ("formulaires") expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognized courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant Shareholder in the share capital of the Company and, if applicable, number of shares of each class held by the relevant shareholder in the share capital of the Company;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant Shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by the Company no later than five (5:00) p.m., Luxembourg time on the Luxembourg Business Day immediately proceeding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by the Company after such dead line shall be disregarded for quorum purposes.

For purposes of this article, a "Luxembourg Business Day" shall mean any day on which banks are open for business in Luxembourg.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

(a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company; at the time of delivery; or

(b) if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject by virtue of the Laws or the Articles of Association to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of the vote cast.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject by virtue of the Laws or the Articles of Association to the quorum and majority requirements of an amendment to

the Articles of Association, the general meeting of shareholders shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the shares outstanding are represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles of Association and, where applicable, the text of those which concern the object or the form of the Company. If the said quorum is not reached, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, and save as otherwise provided by the Articles of Association or the Laws, a two third (2/3) majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required. Votes not cast by shareholders, votes of shareholders who have abstained from voting, votes which are considered void and votes which give no indication as to whether the shareholders vote for or against the resolution are to be excluded from the two-thirds majority computation.

Art. 28. Sole shareholder's resolutions, minutes of general meetings. The resolutions of the sole shareholder shall be documented in writing. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary of the meeting and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman.

Chapter V. Financial year, Distribution of earnings

Art. 29. Financial year. The Company's accounting year begins on the first day of January, in each year and ends on the last day of December in the same year.

Art. 30. Adoption of annual accounts. The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual statutory accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice. The annual statutory accounts are submitted to the general meeting of shareholders, which shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

Art. 31. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with any other distributable reserves (including any share premium or carried forward profits) to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 32. Dissolution, liquidation. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board of Directors or such other person(s) (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 33. Applicable law. All matters not expressly governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, pre-named. PARLAY FINANCE COMPANY S.A., previously named, has subscribed for the number of shares mentioned hereafter.

All the shares of a par value of one hundred Euros (EUR 100.-) each have been fully paid up by payment in cash and the amount of thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) is now available to the corporation, evidence thereof was given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended have been observed.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2016.

The first annual general meeting of shareholders shall be exceptionally held on April 11, 2017.

Estimation - Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately one thousand five hundred euro.

Extraordinary general meeting

The above named party, representing the entire subscribed capital of the corporation and considering the meeting duly convoked, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the Sole shareholder has passed the following resolutions by its affirmative vote:

1. Resolved to set at three (3) the number of the members of the Board of Directors and further resolved to elect, with immediate effect, the following persons for a period ending on the date of approval of the annual accounts for the year ending on December 31, 2020:

- Mr. Stéphane HEPINEUZE, born on July 18, 1977 in Dieppe, France, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Director;

- Mr. Eddy DOME, born on August 16, 1965 in Waremmé, Belgium, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Director;

- Mrs Elisa Paola ARMANDOLA, born on December 25, 1980, in Vizzolo Predabissi, Milan, Italy, residing at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, as Director.

2. Resolved to set at one (1) the number of "Commissaire aux comptes" and further resolved to elect, with immediate effect, EUROPEAN TRUST SERVICES (LUXEMBOURG) S.à r.l., a private limited liability company ("Société à Responsabilité Limitée") incorporated under the laws of the Grand- Duchy of Luxembourg with a share capital of EUR 12,394.68-, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register under the R.C.S. Luxembourg number B 33065, as "Commissaire aux comptes" for a period ending on date of approval of the annual accounts for the year ending on December 31, 2020.

3. Resolved to fix the registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notary deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the undersigned notary this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-neuf octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg soussigné

A COMPARU:

PARLAY FINANCE COMPANY S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg B 61785,

ici représentée par Madame Elisa Paola ARMANDOLA, demeurant professionnellement 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 15 octobre 2015, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. La société (la "Société") est constituée sous la forme d'une société anonyme et est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les "Lois") et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut être composée d'un actionnaire unique ou de plusieurs actionnaires.

La société adopte la dénomination "Rohan S.A."

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration ou dans le cas d'un Administrateur unique, par sa seule décision.

Si le conseil d'administration ou l'administrateur unique estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par les lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le conseil d'administration ou l'administrateur unique.

Art. 3. Objet.

3.1. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion. La Société peut en particulier agir comme associé commandité de sociétés en commandite par actions.

3.2. La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, aux sociétés faisant parties du groupe de sociétés auquel la Société appartient (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.4.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.4.2. avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir des obligations ou tous autre type d'instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon les conditions pouvant être considérées comme appropriées;

3.4.3. conclure toute forme de contrats de dérivés de crédit tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contre-partie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière;

3.4.4. accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable; et

3.4.5. conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation en relation avec son objet.

3.4.6. D'acquérir le fonds de commerce ou des actifs et de conclure des contrats de bail financiers par la prise de participation directes ou indirectes dans des filiales de la Société ou directement (dans ce cas, uniquement hors du Grand-Duché de Luxembourg et sur base temporaire).

Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5. La Société peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 5. Capital. Le capital émis de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,-euros) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euro (100,- euro) chacune et étant entièrement libérées.

Le capital autorisé de la Société est fixé à dix millions d'euros (10.000.000 EUR) représenté par cent mille actions (100.000) actions ayant une valeur nominale de cent euro (100,- EUR).

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté, jusqu'à concurrence du montant du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation de capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, à la suite de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par le Conseil d'Administration à concurrence du capital autorisé conformément aux conditions de bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires), d'obligations convertibles, billets ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions de la souscription et de la libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire. Cette autorisation est valable pendant une période se terminant cinq (5) ans après la publication des résolutions créant le capital autorisé au Mémorial et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

La Société peut créer un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par l'administrateur unique ou par le Conseil d'Administration sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre de parts sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par l'administrateur unique ou par le Conseil d'Administration sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Art. 6. Actions. Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, à l'exception des cas où les Lois exigent des actions nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Pour ce qui est des actions au porteur, toutes les actions au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de 15 jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11 bis §1^{er}, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans 8 jours calendrier.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Pour ce qui est des actions nominatives, un registre des actions nominatives sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actions nominatives. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actions nominatives seront délivrés aux actionnaires. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actions nominatives par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois sur le transport des créances. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actions nominatives toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

Les droits et obligations attachés aux actions seront identiques sauf s'il en est prévu autrement par les Statuts ou par les Lois.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis peut être augmenté ou réduit, une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts, ou par le conseil d'administration dans les limites du capital autorisé.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours.

Par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat de ses propres actions. La Société peut racheter ses propres actions. L'acquisition et la détention de ses actions se fera conformément aux conditions et dans les limites fixées par les Lois.

Chapitre III. Administrateurs, Commissaire aux comptes

Art. 9. Gestion. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non (le "Conseil d'Administration"). Si la Société ne comporte qu'un actionnaire unique, le Conseil d'Administration peut être composé d'un (1) seul membre.

Les membres du Conseil d'Administration seront nommés pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, à travers une résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, les administrateurs restants ont le droit d'élire par cooptation un autre administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui devra ratifier ladite cooptation ou élire un nouveau membre du Conseil d'Administration.

Les actionnaires pourront qualifier les administrateurs nommés d'administrateurs de catégorie A (les "Administrateurs de Catégorie A") ou d'administrateurs de catégorie B (les "Administrateurs de Catégorie B").

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par les Statuts ou par les Lois à l'assemblée générale des actionnaires, ou au(x) commissaire(s) aux comptes, relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. L'Administrateur-délégué.

11.1 La gestion quotidienne (c'est-à-dire toutes les opérations quotidiennes, les activités commerciales et la représentation de la Société en vertu des présentes) de la Société peut être menée par l'administrateur-délégué, qui doit être un membre du Conseil d'Administration et qui est élu par l'assemblée générale des actionnaires. L'administrateur-délégué est élu pour une durée n'excédant pas six (6) ans et est ré-éligible.

11.2. Les actionnaires de la Société déterminent la rémunération de l'administrateur-délégué et la durée de son mandat. L'administrateur-délégué peut être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé à tout moment par résolution adoptée par l'assemblée générale.

11.3. L'administrateur-délégué doit se conformer aux instructions et directives (le cas échéant) du Conseil d'Administration.

11.4. Dans le cas de questions inhabituelles pour la Société et/ou ne relevant pas du champ d'application de la gestion journalière, l'Administrateur Délégué ne pourra prendre de décisions qu'à la suite d'une délégation de pouvoirs transmise par le Conseil d'Administration

11.5. L'administrateur-délégué doit tenir le Conseil d'Administration bien informé de toutes les affaires importantes de la Société.

Art. 12. Rémunération et dépenses. Les membres du Conseil d'Administration peuvent être rémunérés pour la gestion de la Société et sont, en plus, remboursés de toutes les autres dépenses engagées par le Conseil d'Administration en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social.

Art. 13. Responsabilité des membres du Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leur fonction, ils prennent des engagements pour le compte de la Société. Chaque membre est uniquement responsable de l'accomplissement de ses devoirs à l'égard de la Société.

Art. 14. Délégation de pouvoirs, représentation de la Société. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux (2) membres du Conseil d'Administration lorsque le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins ou par la signature individuelle de l'administrateur unique lorsque le Conseil d'Administration est composé d'un (1) seul membre, selon le cas. Toutefois, si les actionnaires ont qualifié les administrateurs d'Administrateurs de Catégorie A et d'Administrateurs de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera également engagée par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 15. Conflit d'Intérêts, indemnisation. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, fondés de pouvoirs ou employés de la Société ont un intérêt personnel dans une telle autre société ou entreprise, ou en sont administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un membre du Conseil d'Administration aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, un tel membre devra le faire savoir au Conseil d'Administration et ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas lorsque la transaction considérée concerne des opérations courantes de la Société et conclues dans des conditions normales.

La Société indemniserà les membres du Conseil d'Administration, les fondés de pouvoirs ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'il ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoirs ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

Art. 16. Réunions du Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins, le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil d'Administration et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration (le «Secrétaire»).

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, sauf qu'en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés à la réunion concernée.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord écrit préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration devra être transmise, une (1) semaine au moins avant la date prévue pour la réunion, par tout moyen permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord de chaque membre du Conseil d'Administration. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration choisira de temps à autres. Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire.

Le quorum pour toute réunion du Conseil d'Administration est la présence ou la représentation de la majorité des membres du Conseil d'Administration en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés lors de la réunion.

Dans l'hypothèse d'une égalité des voix, le Président aura une voix prépondérante (la «Voie Prépondérante»). La Voie Prépondérante est personnelle au Président et n'est pas transmise à l'administrateur agissant comme président pro tempore de la réunion du Conseil d'Administration en cas d'absence du Président.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil d'Administration qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les membres du Conseil d'Administration, est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Art. 17. Confidentialité. Les membres du Conseil d'Administration ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'Administration, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la Société et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la Société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

Art. 18. Résolutions de l'administrateur unique, procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins, les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président de la réunion et par un membre du Conseil d'Administration ou le secrétaire de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou par deux (2) membres du Conseil d'Administration.

Si le Conseil d'Administration est composé d'un (1) seul membre, les résolutions de l'administrateur unique seront documentées par écrit.

Art. 19. Commissaires aux comptes, réviseur indépendant. Sauf les cas où, en vertu des Lois, les comptes annuels doivent être audités par un réviseur indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables devront être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Le ou les commissaires aux comptes et/ou le ou les réviseurs indépendants seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués, à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV. Actionnaire unique, Assemblée générale des actionnaires

Art. 20. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale des actionnaires a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par les présents Statuts et par les Lois.

Art. 21. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations le cinquième jour du mois de juin à 10 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 22. Autres assemblées générales. Le Conseil d'Administration ou le ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer des assemblées générales (en plus de l'assemblée générale annuelle). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins un dixième (1/10) du capital social de la Société, peuvent demander que des points supplémentaires soient ajoutés à l'ordre du jour de l'assemblée générale au moins cinq (5) jours avant la date prévue.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le Conseil d'Administration, le requièrent.

Art. 23. Convocation des assemblées générales. Les actionnaires se réunissent après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une notice de convocation de l'assemblée générale conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ou par les Lois. La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires. L'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire doit également indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 24. Présence, représentation. Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, au moyen d'une procuration pouvant être transmise par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, actionnaire ou non. Le Conseil d'Administration peut arrêter la forme des procurations et peut exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par lui avant la date fixée pour l'assemblée. Tout actionnaire, personne morale, peut donner procuration par l'intermédiaire d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser toute personne qu'elle estime apte à agir comme son représentant à une assemblée générale des actionnaires, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs de représentation que le Conseil d'Administration pourrait exiger. Le Conseil d'administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des actionnaires.

Les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-proprétaire d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions doivent désigner une seule personne pour les représenter à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 25. Procédure. Chaque assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président. En cas d'absence du Président, l'assemblée générale des actionnaires désignera toute autre personne comme président pro tempore.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un scrutateur parmi les actionnaires présents ou représentés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 26. Prorogation. Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale à quatre (4) semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième (1/5) du capital émis.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà prise.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 27. Vote. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour. Chaque action donne droit à une voix, dans les limites fixées par les Lois.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à voter par correspondance au moyen d'un formulaire rédigé en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de la Société ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de la Société.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour la détermination du quorum:

- nom et siège social de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société et, si applicable, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire dans le capital social de la Société;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée;
- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par la Société au plus tard à dix-sept (17) heures, heure de Luxembourg, le Jour Ouvrable à Luxembourg précédant immédiatement le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par la Société après cette date limite ne sera pas pris en compte pour la détermination du quorum.

Pour les besoins du présent article, un «Jour Ouvrable à Luxembourg» signifie un jour où les banques sont ouvertes pour affaires à Luxembourg.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu par Société:

(a) s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue; à l'heure de la remise; ou

(b) s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité exigées par les Lois ou les Statuts pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

Lors de toute assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée en conformité avec les Statuts ou les Lois en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Lois ou les Statuts pour toute modification des Statuts, l'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié (1/2) au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et, le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis.

Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, devront réunir, sauf disposition contraire de Statuts ou des Lois, les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Art. 28. Résolutions de l'associé unique, procès-verbaux des assemblées générales. Les résolutions de l'associé unique devront être documentées par écrit.

Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée et le scrutateur de l'assemblée et peuvent être signés par tout actionnaire ou mandataire d'actionnaire qui en fait la demande.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs doivent être signés par le Président.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 29. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et finit le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 30. Approbation des comptes. Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels et les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et de la pratique comptable luxembourgeoise. Les comptes annuels et les comptes consolidés sont présentés à l'assemblée générale des actionnaires qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Art. 31. Répartition des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale (la "Réserve Légale"). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis.

Après l'affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer, ensemble avec toutes autres réserves distribuables (y inclus les primes d'émission ou les bénéfices reportés), aux actionnaires comme dividendes, chaque action donnant droit à une même proportion dans cette distribution.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par les Lois, et conformément aux dispositions qui précèdent. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 32. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'Administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les actionnaires conformément aux règles de distribution de dividendes et de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles de distribution de dividendes.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 33. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément aux Lois, et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Le comparant «PARLAY FINANCE COMPANY S.A.», prénommée, ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre d'actions et a libéré en numéraire.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.»

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra exceptionnellement le 11 avril 2017.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant représentant la totalité du capital social souscrit, a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. Décide de fixer à trois (3) le nombre d'Administrateurs et de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes pour une période prenant fin à la date d'approbation des comptes annuels de l'année 2020:

- Monsieur. Stéphane HEPINEUZE, né le 18 juillet 1977 à Dieppe, France, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Administrateur.

- Monsieur Eddy DOME, né le 16 août 1965 à Waremmes, Belgique, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Administrateur.

- Madame Elisa Paola ARMANDOLA, née le 25 décembre 1980 à Vizzolo Predabissi, Milan, Italie, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant qu'Administrateur.

2. Décide de fixer à un (1) le nombre des commissaires aux comptes et de nommer, avec effet immédiat, EUROPEAN TRUST SERVICES (LUXEMBOURG) S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec un capital social de 12,394.68,-, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg B 33065, pour une période prenant fin à la date d'approbation des comptes annuels de l'année 2020.

3. Décide de fixer le siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: E. P. ARMANDOLA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24249. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015173338/912.

(150192160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

RCIC S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 168.635.

Je vous prie par la présente de prendre note de ma démission de mon mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société RCIC S.C.A. avec effet immédiat.

Le 19 octobre 2015.

Alessandro D'Ercole.

Référence de publication: 2015173340/10.

(150191579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Real Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 115.166.

Il résulte d'une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société prise en date du 22 octobre 2015 (l'«Assemblée»), que Monsieur Jean Bernard Zeimet, Monsieur Etienne Gillet et Monsieur Alain Charlier ont démissionné de leur mandat de gérant de la Société avec effet au 11 septembre 2015.

Lors de cette même Assemblée Mr Stéphane Biver, né à Watermael-Boitsfort (B) le 3 août 1968 avec adresse professionnelle au 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été nommé avec effet au 11 septembre 2015 et pour une durée indéterminée gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Real Financing S.à r.l.

Référence de publication: 2015173341/16.

(150192026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Real Financing Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 123.422.

Il résulte d'une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société prise en date du 22 octobre 2015 (l'«Assemblée»), que Monsieur Jean Bernard Zeimet, Monsieur Etienne Gillet et Monsieur Alain Charlier ont démissionné de leur mandat de gérant de la Société avec effet au 11 septembre 2015.

Lors de cette même Assemblée Mr Stéphane Biver, né à Watermael-Boitsfort (B) le 3 août 1968 avec adresse professionnelle au 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été nommé avec effet au 11 septembre 2015 et pour une durée indéterminée gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REAL FINANCING TWO S.à r.l.

Référence de publication: 2015173342/16.

(150192031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Realpart Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015173343/10.

(150192144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Renamedical S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 169.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2015173344/10.

(150191627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Sealed Air Luxembourg (II) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 62.852.400,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 89.319.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société du 30 septembre 2015 que:

- la démission de Madame Deborah MacDonald, gérant de catégorie A de la Société, a été acceptée avec effet au 30 septembre 2015.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173355/14.

(150191908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Shield Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.670.

I. Lors du conseil gérance tenue en date du 30 septembre 2015, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat;

II. Le siège social de l'associé unique Shield (Parallel), L.P., a changé et est désormais au 855, 2nd Street S.W., 4500 Bankers Hall East, T2P 4K7 Calgary Alberta, Canada

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173356/14.

(150191948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Summit Partners WT-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 100.000,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 129.697.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015173403/9.

(150191929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Summit Partners WT-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 100.000,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 130.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015173404/10.

(150191898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Sun Real Estate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 142.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015173405/10.

(150191696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

T-Ei. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 154.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015173407/9.

(150192140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Takko Fashion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 157.325.

Les comptes annuels au 30 avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015173408/9.

(150192070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

The Rising Tide Europe 1 SLP, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 200.883.

Extract of the limited partnership agreement of the company

The name of the special limited partnership (société en commandite spéciale) is The Rising Tide Europe 1 SLP (the "Partnership").

The managing general partner (associé commandité agissant en tant que gérant) (indefinitely liable for the debts and obligations of the Partnership) of the Partnership is Go Beyond Ventures S.à r.l., ("Managing Partner"), a private limited liability company in the process of registration with the Trade and Companies Register of the Grand Duchy of Luxembourg and with registered office at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

The Partnership is established on 25 September 2015, date on which the limited partnership agreement is signed, as a special limited partnership under Luxembourg law and in particular the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, and shall continue, unless the Partnership is sooner dissolved, until the sixth anniversary of the Closing Date, provided that, the term of the Partnership may be extended by the Managing Partner for further up to two consecutive periods of two years each. Closing Date means the date on which the target investment amount of EUR 600,000 will be achieved or any other date determined by the Managing Partner provided that such date cannot be later than 31 December 2015.

The Partnership is registered as internally managed alternative investment fund manager under article 3 (2) of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

The Partnership has its registered office at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Partnership is organized for the purpose of pursuing a general venture capital strategy by investing directly or indirectly in equity or equity-related securities of early-stage companies in Europe.

The Partnership may (i) engage in such other activities as the Managing Partner deems necessary, advisable, convenient or incidental to the foregoing and (ii) engage in any other lawful acts or activities not inconsistent with the foregoing.

The Partnership may lend to its affiliates and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of

any other company, and, generally, for its own benefit and that of any or person. For the avoidance of doubt, the Partnership may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

The Partnership may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

To the extent commercially reasonable, the Managing Partner shall cause the Partnership to invest cash held by the Partnership in temporary investments for the purposes of liquidity management, distributions or payment of partnership expenses.

The management, control and operation of and the determination of policy with respect to the Partnership and its investment and other activities shall be vested exclusively in the Managing Partner, which is hereby authorized and empowered on behalf and in the name of the Partnership and in its own name, if necessary or appropriate, to carry out any and all of the purposes of the Partnership and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that they may in their sole discretion deem necessary, advisable, convenient or incidental thereto.

The Managing Partner shall exclusively and solely be authorized to represent the Partnership and bind it towards parties in respect of any and all transactions.

On October 16 2015.

Brigitte Baumann / Eric Nolen

Representing Go Beyond Ventures

Traduction française du texte qui précède:

Extrait du contrat social de la Société

La dénomination de la société en commandite spéciale est The Rising Tide Europe 1 SLP (la «Société»).

L'associé commandité agissant en tant que gérant (responsable indéfiniment des dettes et des obligations de la Société) de la Société est Go Beyond Ventures S.à r.l., ("Associé Gérant"), une société à responsabilité limitée luxembourgeoise en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg et dont le siège social se situe au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

La Société a été créée le 25 septembre 2015, date à laquelle le contrat social de la Société a été signé, en tant que société en commandite spéciale de droit luxembourgeois soumis en particulier à la loi sur les sociétés commerciales du 10 Août 1915, telle que modifiée, pour une durée, sauf dissolution anticipée de la Société, courant jusqu'au sixième anniversaire de la Date de Clôture, à moins que la durée de la Société ne soit prolongée par l'Associé Gérant par deux périodes consécutives de deux ans chacune. La Date de Clôture désigne la date à laquelle est atteint l'objectif d'investissement fixé à un montant de 600.000 euros ou toute autre date déterminée par l'Associé Gérant à condition que cette date ne soit pas postérieure au 31 décembre 2015.

La Société est enregistrée en tant que gestionnaire interne de fonds d'investissement alternatifs suivant l'article 3 (2) de la loi du 12 Juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs.

La Société a son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La société est établie dans le but de poursuivre une stratégie générale en capital risque en investissant directement ou indirectement dans des actions ou des titres similaires de sociétés en phase de démarrage en Europe.

La Société peut (i) se livrer à toutes autres activités que l'Associé Gérant juge nécessaire, souhaitable, pratique ou accessoire à ce qui précède et (ii) s'engager dans tout autre acte ou activité légale qui n'est pas incompatible avec ce qui précède.

La Société peut prêter des fonds à ses sociétés liées ainsi qu'à toutes autres sociétés. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou créer et consentir des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments pour gérer efficacement ses investissements et se prémunir contre les risques de crédit, l'exposition au risque de change, les risques de taux d'intérêts et autres risques.

Dans une mesure commercialement raisonnable, l'Associé Gérant pourra engager la Société pour investir les liquidités détenues par la Société dans des placements temporaires à des fins de gestion de liquidités, de distributions ou de paiement des dépenses de la Société.

La gestion, le contrôle, le fonctionnement, ainsi que la détermination de la politique concernant la Société et ses investissements et autres activités sont de la compétence exclusive de l'Associé Gérant, lequel est par la présente autorisé et habilité, au nom et pour le compte de la Société et en son propre nom, si nécessaire ou approprié, de réaliser tous les objectifs de la Société et d'accomplir tous les actes ainsi que de conclure et d'exécuter tous les contrats et autres engagements estimés, à sa seule discrétion, nécessaires, appropriés, opportuns ou accessoires.

L'Associé Gérant est autorisé de manière exclusive et unique à représenter la Société et à l'engager vis-à-vis des tiers en relation avec toutes transactions.

Le 16 Octobre 2015.

Brigitte Baumann / Eric Nolen

Représentant de Go Beyond Ventures

Référence de publication: 2015173409/91.

(150192152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Travelport Investor LLC, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.054.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173414/10.

(150191818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Somatec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 93.940.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173401/10.

(150191603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Stoll Safety, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, Z.I. rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 88.873.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/10/2015.

Jérémy GARIJO

Directeur Administratif et financier

Référence de publication: 2015173402/12.

(150191899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Société Civile Immobilière Bamo II, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4917 Bascharage, 45, rue de la Continentale.

R.C.S. Luxembourg E 999.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le douze octobre.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Nunzio MONTENERO, gérant de sociétés, né à Manfredonia/Foggia, Italie, le 9 novembre 1962 (Matricule 1962 1109 31964), demeurant à L-4032 Esch/Alzette, 9, rue Henry Bessemer,

2.- Monsieur Dominique BADIA, gérant de sociétés, né à Tizi Ouzou, Algérie, le 23 mars 1953 (Matricule 1953 0323 15651), demeurant à L-4993 Sanem, 89, Cité Schmiedenacht.

Lesquels comparants déclarent être les seuls et uniques associés, chacun pour 50% du capital social, de la société civile immobilière SCI BAMO II, avec siège social à L-4917 Bascharage, 45, rue de la Continentale;

que la prédite société a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 15 janvier 2001, publié au Mémorial C no 639 du 16 août 2001;

que les statuts ont été modifiés une dernière fois suivant acte sous seing privé en date du 20 septembre 2004, publié au Mémorial C no 1224 du 30 novembre 2004;

que le capital social est fixé à deux mille quatre cent soixante-dix-huit virgule quatre-vingt-quatorze euro (€ 2.478,94), divisé en cent (100) parts d'intérêt d'une valeur nominale de vingt-quatre virgule sept mille huit cent quatre-vingt-quatorze euro (€ 24,7894);

que ladite société n'a plus d'activités depuis le 1^{er} août 2015;

que les associés ont décidé en conséquence la dissolution et la liquidation de la prédite société;

qu'ils se déclarent investis de tout l'actif de la société, dont ils déclarent être les bénéficiaires économiques réels;

que la société n'est plus propriétaire d'immeubles ou parts d'immeubles;

qu'à leur connaissance il n'existe plus de passif à charge de la société et qu'ils s'engagent expressément à régler tout passif éventuel;

que partant la société est à considérer comme définitivement dissoute;

que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés et conservés pendant cinq ans chez la société BUREAU COMPTABLE & FISCAL MODUGNO S.A., avec siège social à L-4243 Esch/Alzette, 170, rue Jean-Pierre Michels.

Frais

Les frais en rapport avec le présent acte resteront à charge des anciens associés.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms, états et demeures, elles ont signé l'acte avec Nous notaire.

Signé: Montenero, Badia, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24034. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173392/46.

(150191439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Structif S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1533 Luxembourg, 15, rue des Forains.

R.C.S. Luxembourg B 163.887.

Le gérant et associé Ioannis Rousochatzakis a déménagé au 15, rue des Forains L-1533 Luxembourg.

Référence de publication: 2015174765/8.

(150193588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2015.

European Infrastructure Debt (SV) - Sterling SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 200.891.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of September.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) European Infrastructure Debt (SV) - Sterling GP Sàrl, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, represented by Me Sophie Liberatore, avocat, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal; and

2) European Infrastructure Debt - Sterling Fund SCSp, a société en commandite spéciale existing under the laws of Luxembourg with its registered office at 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198 113, acting through its general partner, European Infrastructure Debt - Sterling GP Sàrl, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197 491,

represented by Me Sophie Liberatore, avocat, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal.

The proxies signed "ne varietur" by all the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société en commandite par actions which they form between themselves:

Art. 1. Form and Name. There exists between all persons that are shareholders (the "Shareholders") on this day and all those who will become owners of the Shares a Luxembourg société en commandite par actions under the name of "European Infrastructure Debt (SV) -Sterling SCA" (the "Company") qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the "Securitisation Act 2004"), governed by the laws of Luxembourg and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the Manager may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by decision of the Manager.

2.2. In the event that the Manager determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles.

3.2. The Company shall not be dissolved in case the Manager resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances Article 16 shall apply.

Art. 4. Corporate Purpose.

4.1. The corporate purposes of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004, subject to the following limit (the "Issue Limit"): the Company shall not issue securities of any kind to the public more than three times during any twelve month period.

4.2. The Company may, among other things and always subject to the Securitisation Act 2004, any other applicable law and compliance with such applicable law, the Issue Limit and any agreement, contract or arrangement that the Company may enter into:

4.2.1. acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or property of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks;

4.2.2. assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself by any other means;

4.2.3. proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements or contracts relating thereto) as well as all other types of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation;

4.2.4. acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, special limited partnerships, trusts, funds and other entities with or without legal personality;

4.2.5. borrow in any form (including by way of issuing notes or bonds) and enter into any type of loan agreement; it may issue notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, beneficiary shares or parts, warrants and any kind of debt or equity securities, including under one or more issue programmes;

4.2.6. lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries or affiliated companies or to any other company within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending relates to securitisation transactions;

4.2.7. give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company;

4.2.8. enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions; and

4.2.9. without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

4.3. In accordance with the Securitisation Act 2004, the Board is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company attributable to an issue of securities) corresponding each to a separate part of the Company's assets. All notes or securities of any kind issued in relation to a specific compartment shall constitute one issue for purposes of the Issue Limit.

4.4. Subject to the Securitisation Act 2004, any other applicable law and the Issue Limit, the descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate purpose of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

4.5. In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate object to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 5. Share Capital.

5.1. The issued share capital of the Company shall be represented by two classes of shares, namely unlimited share(s) held by the Manager as unlimited liability Shareholder (actionnaire commandité) (“Unlimited Shares”) and ordinary shares held by the limited liability Shareholders (actionnaires commanditaires) (“Ordinary Shares”) of the Company. Ordinary Shares and Unlimited Shares shall be referred to as a “Share” and collectively as the “Shares”, whenever the reference to a specific class of shares is not justified or required.

5.2. The issued share capital of the Company is set at twenty-five thousand Sterling (GBP 25,000) represented by (one) (1) fully paid Unlimited Share and two hundred forty-nine (249) fully paid Ordinary Shares with nominal value of one hundred Sterling (GBP 100) each.

5.3. The Unlimited Share shall be held by European Infrastructure Debt (SV) -Sterling GP Sàrl, a société à responsabilité limitée having its registered office at 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, and pending registration with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, as unlimited liability Shareholder (actionnaire commandité).

5.4. The issued share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of the Shareholders (the “General Meeting”) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by law for any amendment of these Articles.

5.5. The Company may not issue fractional Shares. The Manager shall be authorised at its discretion to provide for the payment of cash or the issuance of scrip in lieu of any fraction of a Share.

5.6. The Company or its subsidiaries may proceed to the purchase or repurchase of its own Shares and may hold Shares in treasury, each time within the limits laid down by law.

5.7. Any share premium shall be freely distributable in accordance with the provisions of these Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Ordinary Shares and Unlimited Shares of the Company shall be in registered form (actions nominatives) only.

6.2. A register of Shares will be kept, at any time, in Luxembourg where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder whose Shares are in registered form, its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of Shares held by it, the amounts paid in on each such share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the registered Shares will be established by the entry in this register. A transfer of registered Shares shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the relevant register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. The Company may accept and enter in the relevant register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

6.3. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Share register. In the absence of a specific indication, the address indicated in the Share register may be used by the Company. Shareholders may, at any time, change their address by means of a written notification to the Company from time to time.

6.4. The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to

represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 7. Voting Right.

7.1. Each Share shall be entitled to one vote at all General Meetings.

7.2. For all matters strictly limited to a compartment (such as, but without limitation, any distributions in a given compartment to the extent such approval is required) only the Shareholders of the respective compartment shall be convened to the meeting and entitled to vote.

Art. 8. Management.

8.1. The Company shall be managed by one manager who shall be the unlimited liability Shareholder (commandité) (the “Manager”). European Infrastructure Debt (SV) - Sterling GP Sàrl, prenamed, is appointed as Manager.

8.2. The Manager may be removed at any time with or without cause, and without its approval, by a decision of the General Meeting adopted under the conditions required to amend the Articles (except that, for the avoidance of doubt, the consent of the Manager with respect to its removal or any decision to replace the removed Manager shall not be required for such decision) either (i) in the case of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager, or (ii) provided that a replacement Manager is appointed in the same resolution.

8.3. Following the Manager’s removal pursuant to Article 8.2 above in the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided an administrator is appointed, who needs not be a Shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a General Meeting is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such General Meeting, the Shareholders holding Ordinary Shares may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor Manager. Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.

8.4. The Manager shall be entitled to reimbursement of its expenses including, but not limited to, remuneration of its staff, taxes, rentals, cost of equipment, any other disbursements as well as managers’ fees and an annual fee equivalent to ten (10) per cent of such expenses. Such amounts shall be payable monthly or quarterly as determined by the Manager on the basis of an estimate and a final account shall be drawn up on the basis of the accounts of the Manager.

Art. 9. Management Powers.

9.1. The Manager is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of management, disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting are within the powers of the Manager.

9.2. The Manager shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the Manager has, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

9.3. The Manager may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. The officers and/or agents appointed shall have the powers and duties given to them by the Manager and shall remain subject at all time to the oversight and supervision of the Manager. The Manager may revoke the appointment of such officers or agents at any time with or without cause.

Art. 10. Binding Signatures. The Company will be bound towards third parties by the signature of the Manager, acting through one or more of its duly authorised signatories as designated by the Manager at its sole discretion, or such person (s) to which such power has been delegated by the Manager. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned Manager.

Art. 11. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one more of Shareholder, managers or officers of the Manager is interested in, or is a Shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The Manager or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 12. Audit. The annual accounts and consolidated accounts (if applicable) shall be audited, and the consistency of the management report with those accounts verified, by one or more independent auditors (réviseurs d’entreprises agréés) appointed by the Manager in accordance with Section II - chapter 4 of the Securitisation Act 2004, for a period not exceeding one (1) year. Any auditor so appointed may be removed by the Manager. The auditors may be re-appointed.

Art. 13. General Meetings.

13.1. The General Meeting represents all the Shareholders. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise expressly provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the Manager.

13.2. General Meetings shall be convened pursuant to a notice given by the Manager in accordance with the provisions of law.

13.3. The annual General Meeting shall be held on the fifteenth day of the month of June at 10:00 a.m. (Luxembourg time) of each year at the registered office or at a place in Luxembourg specified in the notice of meeting. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

13.4. Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notice of meeting.

13.5. If the entire issued Share capital is represented at a General Meeting, the General Meeting may be validly held without any convening notice.

13.6. Resolutions at a General Meeting will, unless otherwise provided for by law or in these Articles, be passed at simple majority of the votes validly cast. Resolutions on the amendment of the Articles or on issues for which these Articles or applicable laws refer to the conditions required for an amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the issued share capital. If the quorum requirement is not met at the first general meeting of Shareholders, a second meeting may be convened in accordance with applicable law. The second Meeting shall validly deliberate regardless of quorum. At both meetings, decisions must be passed by at least two thirds of the votes validly cast.

13.7. Unless expressly otherwise provided in these Articles, no decision that (i) involves the interests of the Company vis-à-vis third parties, or (ii) amends the Articles may be taken at any General Meeting without the consent of the Manager.

Art. 14. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first December of each year] save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on the thirty-first December of 2015.

Art. 15. Allocation of Profits, Distributions.

15.1. Out of the net profits of each year, an amount equal to five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve account. This allocation ceases to be compulsory when such reserve is equal to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

15.2. The remainder of the annual net profits shall be distributed to the Shareholders, pro rata their shareholding in the Company, to the fullest extent permitted by law, upon decision of General Meeting.

15.3. To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution, the Manager shall propose that distributable funds be distributed to the Shareholders in accordance with the relevant provisions of these Articles to the fullest extent permitted by law.

15.4. Interim distributions may be declared and paid (including by way of staggered payments) by the Manager subject to observing the terms and conditions provided by law.

15.5. A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company.

15.6. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of Shareholders.

15.7. Profits accrued by the Company shall result in an immediate and irrevocable commitment, booked as a deductible item in accordance with article 46 (14) of the Luxembourg act dated 4 December 1967 on income tax (the "Income Tax Law 1967"), to the investors, including the Shareholders, and any other creditors in the Company regardless of the actual date of payment or the accounting of such profits into a reserve account.

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be performed by liquidators or by the Manager then in office who will be endowed with the powers provided by Articles 144 et seq. of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

16.2. Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any balance resulting shall be paid to the Shareholders.

Art. 17. Compartments.

17.1. The Manager shall determine the terms and conditions of any notes or securities issued in connection with a specific compartment of the Company's assets. Each holder of notes and securities shall be bound by the terms and conditions, including any limited recourse, non recourse or subordination provisions, related to the relevant compartment.

17.2. The Manager shall establish and maintain separate accounting records for each compartment, so as to ascertain the rights of holders of notes or securities issued in relation with each compartment. Such accounting records shall be conclusive evidence of such rights, absent manifest error.

17.3. All assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment. If the realised net assets of any compartment are insufficient to pay any amount due to holders of notes or securities linked to that compartment, such holders shall have no claim against the Company for any such shortfall and shall have no claim against any other compartment or any other assets of the Company.

17.4. Notwithstanding the foregoing if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Manager may use such excess assets to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

Art. 18. Prohibition to petition for the Company's bankruptcy or to seize the Company's assets.

18.1. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any holder of notes or securities issued by the Company and any creditor or Shareholder of the Company agrees that neither they nor any other person acting on behalf of any of them shall be entitled at any time to institute against the Company (acting or not with respect to one of its compartments, as appropriate), its officers or directors, or join in any institution against the Company (acting or not with respect to one of its compartments, as appropriate), its officers or directors, of, any bankruptcy (faillite), liquidation, reprieve from payment (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée), composition with creditors (concordat préventif de faillite), suspension of payments, reorganisation, arrangement, insolvency, winding-up or liquidation proceedings or for the appointment of a liquidator, administrator or similar official, or other proceedings under any applicable bankruptcy or similar law in connection with any obligations of the Company (acting or not with respect to one of its compartments, as appropriate), save for lodging a claim in the liquidation of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate) which is initiated by another party or taking proceedings to obtain a declaration or judgment as to the obligations of the Company (acting or not with respect to one of its compartments, as appropriate).

Art. 19. Applicable law. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and the Securitisation Act 2004.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of Shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscriber	Management Shares	Ordinary Shares	Subscribed Capital
1) European Infrastructure Debt (SV) – Sterling GP Sàrl	1	0	GBP 100
2) European Infrastructure Debt – Sterling Fund SCSp	0	249	GBP 24,900
Total	1	249	GBP 25,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately three thousand Euros (3,000.- EUR).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3, and 26-5 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolution by unanimous vote.

Sole resolution

The registered office of the Company is fixed at 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: S. LIBERATORE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31678. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173074/299.

(150192041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Jean-Louis Chapellier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 81.396.

—
DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 14 octobre 2015, numéro 2015/2299 de son répertoire, enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 octobre 2015, relation: 1LAC/2015/33186 de la société à responsabilité limitée "JEAN-LOUIS CHAPPELLIER S.à r.l.", avec siège social à L-1128 Luxembourg, 28-30, Val St André, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 81 396, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph GLODEN, notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 29 mars 2001, publié au Mémorial C, numéro 939 du 30 octobre 2001, ce qui suit:

- Monsieur Jean-Louis CHAPPELLIER, seul associé, a déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 14 octobre 2015,
- la société dissoute n'a plus d'activités.
- l'associé a déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'il assume tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.
- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: F-54260 La Malmaison, 15, rue Vauban.

Bascharage, le 26 octobre 2015.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2015174494/25.

(150193796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Larry Berlin II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 159.507.

—
Im Jahr zweitausendfünfzehn, am siebten Oktober.

vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, sind erschienen:

die AWL Properties I S.C.S. SICAV-SIF, eine société en commandite simple, gegründet und existierend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter B 187497 („AWL“),

Inhaberin von sechsundzwanzig (26) Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00),

hier vertreten durch Herrn Georg Gerstberger, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer am 2. Oktober 2015 in Luxemburg, erteilten Vollmacht, und

die Larry I Targetco (Berlin) GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in Berlin und der Geschäftsanschrift Mecklenburgische Straße 57, 14197 Berlin, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Berlin (Charlottenburg) unter HRB 145420 („Larry“),

Inhaberin von vierhundertvierundsiebzig (474) Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00),

hier vertreten durch Herrn Georg Gerstberger, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer am 25. September 2015 in Berlin, erteilten Vollmacht.

Oben genannte Vollmachten werden, nachdem sie „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurden, dieser Urkunde angehängt bleiben und mit ihr eingetragen.

AWL und Larry sind die alleinigen Gesellschafter (die „Alleingesellschafter“) der Larry Berlin II S.à r.l., (die „Gesellschaft“) einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und existierend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 2A, Rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter B 159507, gegründet gemäß

einer Urkunde der Notarin Francis Kessler, wohnhaft in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg am 14. Februar 2011, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 1. Juni 2011, unter Nummer 1175 veröffentlicht wurde. Der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert durch notarielle Urkunde des Notars Henri Hellinckx, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 10. Juni 2013 veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 14. August 2013 unter Nummer 1977.

Die erschienene Person erklärte, dass sie alle Geschäftsanteile vertritt und dass die Alleingesellschafter auf jegliche Einberufungserfordernisse verzichtet haben, sodann bat sie den unterzeichnenden Notar um die Beurkundung der folgenden Tagesordnung:

Tagesordnung

1. Teilung der fünfhundert (500) Geschäftsanteile der Alleingesellschafter im Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,00) und entsprechende Änderung des Artikels 6 der Satzung der Gesellschaft;

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00), durch die Ausgabe von zwölftausendfünfhundert (12.500) neuen Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) und entsprechende Änderung des Artikels 6 der Satzung der Gesellschaft;

3. Änderung des Unternehmensgegenstands der Gesellschaft, mit Inkrafttreten zum Zeitpunkt der Eintragung der Gesellschaft beim Handelsregister Berlin (Charlottenburg) als deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung (das „Wirksamkeitsdatum“):

„(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.“

4. Entscheidung der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum: (i) den Gesellschaftssitz (siège social) und den Verwaltungssitz (administration central) der Gesellschaft nach Berlin, Bundesrepublik Deutschland zu verlegen, (ii) die Gesellschaftsform der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht zu ändern und (iii) die Firma der Gesellschaft in Deutsche Wohnen Berlin XIII GmbH zu ändern;

5. Neufassung der Satzung der Gesellschaft mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum;

6. Bestätigung der Zwischenbilanz der Gesellschaft;

7. Bestellung von Herrn Oliver Thomas und Frau Tessa Lang zu Geschäftsführern der Deutsche Wohnen Berlin XIII GmbH.

Die erschienene Person, welche alle Geschäftsanteile vertritt, fasste sodann die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, die fünfhundert (500) Geschäftsanteile der Alleingesellschafter im Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,00) zu teilen und Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00), durch die Ausgabe von zwölftausendfünfhundert (12.500) neuen Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) zu erhöhen (die „Neuen Geschäftsanteile“).

Zeichnung

Die Neuen Geschäftsanteile wurden ordnungsgemäß wie folgt gezeichnet:

- Sechshundertfünfzig (650) Neue Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) wurden von der AWL gezeichnet; und

- Elftausendachthundertfünfzig (11.850) Neue Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) wurden von der Larry gezeichnet.

Erbringung der Einlagen auf die Neuen Geschäftsanteile

Die Einlagen auf die Neuen Geschäftsanteile wurden aus Gesellschaftsmitteln erbracht, indem insgesamt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) der Kapitalrücklage (share premium and similar premiums) in Gesellschaftskapital (subscribed capital) umgewandelt wurde. Der Umstand, dass die Gesellschaft vor dem heutigen Kapitalerhöhungsbeschluss über eine Kapitalrücklage (share premium and similar premiums) in ausreichender Höhe verfügte, wurde dem hier unterzeichnenden Notar durch die dieser Urkunde beigefügte Zwischenbilanz nachgewiesen. Die Zwischenbilanz ist Bestandteil dieser Urkunde.

Aufgrund der vorausgehenden Beschlüsse, beschließen die Alleingesellschafter Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00) aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Anteile zu je einem Euro (EUR 1,00).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.“

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, den Unternehmensgegenstand der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum, wie folgt zu ändern:

„(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum: (i) den Gesellschaftssitz (siège social) und den Verwaltungssitz (administration central) der Gesellschaft nach Berlin, Bundesrepublik Deutschland zu verlegen, (ii) die Gesellschaftsform der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht zu ändern und (iii) die Firma der Gesellschaft in Deutsche Wohnen Berlin XIII GmbH zu ändern.

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum, wie folgt neu zu fassen:

§ 1. Firma und Sitz.

(1) Die Firma der Gesellschaft lautet:

Deutsche Wohnen Berlin XIII GmbH

(2) Der Sitz der Gesellschaft ist Berlin.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.

§ 3. Bekanntmachungen. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im Bundesanzeiger.

§ 4. Stammkapital.

(1) Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt

EUR 25.000,00

(in Worten: Euro fünfundzwanzigtausend)

(2) Die Einlage auf das Stammkapital im Nennbetrag von insgesamt EUR 25.000,00 ist in voller Höhe durch Formwechsel der Larry Berlin II S.à r.l. mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (vormals eingetragen im Register der Registre de Commerce et des Sociétés, Luxemburg, unter B 159507) in die Gesellschaft erbracht.

(3) Im Zuge des Formwechsels haben die beiden Gesellschafter der Larry Berlin II S.à r.l. folgende Geschäftsanteile erlangt: Die AWL Properties I S.C.S. SICAV-SIF (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxemburg, Nummer B 187497) 1.300 Geschäftsanteile im Nennbetrag von je EUR 1,00 sowie die Larry I Targetco (Berlin) GmbH (Amtsgericht Berlin (Charlottenburg) HRB 145420) 23.700 Geschäftsanteile im Nennbetrag von je EUR 1,00.

§ 5. Geschäftsführung.

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Gesellschafterbeschluss bestellt und abberufen werden.

(2) Mehrere Geschäftsführer sind, unbeschadet ihrer Vertretungsmacht nach außen, gemeinschaftlich zur Geschäftsführung befugt. Sie beschließen mit einfacher Mehrheit. Bei Stimmgleichheit gilt ein Antrag als abgelehnt.

(3) Die Geschäftsführer sind verpflichtet, die Geschäfte der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesetz, diesem Gesellschaftsvertrag in seiner jeweils gültigen Fassung sowie den Beschlüssen der Gesellschafter zu führen.

(4) Die Gesellschafter können durch Beschluss insbesondere in Form einer Geschäftsordnung für die Geschäftsführung weitere Geschäfte, Handlungen oder Maßnahmen bestimmen, die ihrer Zustimmung bedürfen.

§ 6. Vertretung.

(1) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt er die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so vertritt jeder Geschäftsführer die Gesellschaft in Gemeinschaft mit einem anderen Geschäftsführer oder einem Prokuristen.

(2) Durch Gesellschafterbeschluss kann Geschäftsführern Einzelvertretungsbefugnis und Befreiung von den Beschränkungen des § 181 BGB erteilt werden. Dies gilt auch im Liquidationsfall für die Liquidatoren.

§ 7. Gesellschafterversammlung, Beschlussfassung.

(1) Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in Gesellschafterversammlungen gefasst. Außerhalb von Gesellschafterversammlungen können sie, soweit nicht zwingendes Recht eine andere Form vorschreibt, sowohl durch Stimmabgabe in Schriftform, in elektronischer Form oder in Textform als auch durch mündliche - auch fernmündliche - Abstimmung gefasst werden, wenn alle Gesellschafter damit einverstanden sind.

Über Beschlüsse der Gesellschafter ist eine Niederschrift anzufertigen.

(2) Gesellschafterbeschlüsse werden, soweit nicht durch zwingende gesetzliche Vorschriften oder durch Gesellschaftsvertrag etwas anderes bestimmt ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(3) Je EUR 1,00 (in Worten: ein Euro) eines Geschäftsanteils gewährt eine Stimme.

(4) Jeder Gesellschafter kann sich in der Gesellschafterversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen oder sich des Beistandes eines Angehörigen der rechts-, steuerberatenden oder wirtschaftsprüfenden Berufe, der gesetzlich zur Berufsverschwiegenheit verpflichtet ist, bedienen. Die Vertreter müssen sich durch eine Vollmacht in Schrift- oder Textform ausweisen.

(5) Die Unwirksamkeit oder Anfechtbarkeit von Gesellschafterbeschlüssen kann nur innerhalb eines Monats geltend gemacht werden. Die Frist beginnt mit dem Zugang der Niederschrift des Beschlusses.

§ 8. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

§ 9. Jahresabschluss, Ergebnisverwendung.

(1) Die Geschäftsführer haben den Jahresabschluss gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen und innerhalb der gesetzlichen Fristen aufzustellen.

(2) Die Geschäftsführer haben den Gesellschaftern spätestens mit der Ladung zu der Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss und die Verwendung des Ergebnisses beschließt, den Jahresabschluss gemeinsam mit ihrem Ergebnisverwendungsvorschlag und - soweit eine Abschlussprüfung gesetzlich erforderlich und erfolgt ist - dem schriftlichen Prüfungsbericht des Abschlussprüfers vorzulegen.

(3) Die Gesellschafter haben innerhalb der gesetzlichen Fristen über die Feststellung des Jahresabschlusses und über die Verwendung des Ergebnisses zu beschließen.

§ 10. Abtretung und Belastung von Geschäftsanteilen.

(1) Die Abtretung von Geschäftsanteilen oder Teilen von solchen sowie die Belastung von Geschäftsanteilen bedürfen zu ihrer Wirksamkeit eines zustimmenden Gesellschafterbeschlusses. Entsprechendes gilt für die Bestellung eines Nießbrauchs sowie die Einräumung von Unterbeteiligungen, auch an Teilgeschäftsanteilen.

(2) Nicht genehmigungspflichtig sind Verfügungen über einen Geschäftsanteil oder einen Teilgeschäftsanteil zugunsten eines mit dem verfügenden Gesellschafter im Sinne der §§ 15 ff AktG verbundenen Unternehmens oder zugunsten eines Mitgesellschafter sowie Verpfändungen von Geschäftsanteilen oder Teilgeschäftsanteilen im Rahmen geschäftsüblicher Finanzierungen.

§ 11. Dauer der Gesellschaft. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

§ 12. Schlussbestimmungen.

(1) Die Ungültigkeit einzelner Bestimmungen des Vertrages berührt nicht seine Wirksamkeit. Anstelle der unwirksamen Bestimmungen oder zur Ausfüllung einer Lücke ist eine angemessene Regelung zu vereinbaren, die dem am nächsten kommt, was die Vertragsschließenden gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck des Vertrages gewollt hätten, sofern sie den Punkt bedacht hätten. Beruht die Ungültigkeit auf einer Leistungs- oder Zeitbestimmung, so tritt an ihre Stelle das gesetzlich zulässige Maß.

(2) Alle das Gesellschaftsverhältnis betreffenden Vereinbarungen sowie alle Vereinbarungen, die ein Gesellschafter mit der Gesellschaft trifft, bedürfen zu ihrer Rechtswirksamkeit der Schriftform, soweit nicht das Gesetz notarielle Beurkundung vorsieht.

Sechster Beschluss

Die Alleingesellschafter bestätigen die Richtigkeit der Zwischenbilanz der Gesellschaft zum 30. September 2015.

Siebter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, Herrn Oliver Thomas und Frau Tessa Lang zu Geschäftsführern der Deutsche Wohnen Berlin XIII GmbH zu bestellen

Auslagen und Kosten

Die der Gesellschaft entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf Zweitausend Euro geschätzt.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg an dem oben aufgeführten Tage unterzeichnet.

Der amtierende Notar, der der deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der erschienenen Person diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst worden ist.

Das Vorstehende wurde der erschienenen Person, deren Name und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, vom Notar vorgelesen und erläutert, anschließend haben diese Person und der Notar diese Urkunde eigenhändig wie folgt unterschrieben.

Gezeichnet: G. GERSTBERGER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 08. Oktober 2015. Relation: EAC/2015/23344. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015173209/204.

(150191506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Shield Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.474,35.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.671.

Lors du conseil de gérance tenue en date du 30 septembre 2015, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173357/12.

(150191685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Larry Berlin Lichtenberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 159.496.

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am siebten Oktober.

vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, sind erschienen:

die AWL Properties I S.C.S. SICAV-SIF, eine société en commandite simple, gegründet und existierend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter B 187497 („AWL“),

Inhaberin von sechsundzwanzig (26) Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00),

hier vertreten durch Herrn Georg Gerstberger, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer am 2. Oktober 2015 in Luxemburg, erteilten Vollmacht, und

die Larry I Targetco (Berlin) GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in Berlin und der Geschäftsanschrift Mecklenburgische Straße 57, 14197 Berlin, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Berlin (Charlottenburg) unter HRB 145420 („Larry“),

Inhaberin von vierhundertvierundsiebzig (474) Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00),

hier vertreten durch Herrn Georg Gerstberger, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer am 25. September 2015 in Berlin, erteilten Vollmacht.

Oben genannte Vollmachten werden, nachdem sie „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurden, dieser Urkunde angehängt bleiben und mit ihr eingetragen.

AWL und Larry sind die alleinigen Gesellschafter (die „Alleingesellschafter“) der Larry Berlin Lichtenberg S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und existierend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 2A, Rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg,

Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter B 159496, gegründet gemäß einer Urkunde der Notarin Francis Kessler, wohnhaft in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg am 14. Februar 2011, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 1. Juni 2011, unter Nummer 1175 veröffentlicht wurde. Der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert durch notarielle Urkunde des Notars Henri Hellinckx, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 10. Juni 2013 veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 14. August 2013 unter Nummer 1977.

Die erschienene Person erklärte, dass sie alle Geschäftsanteile vertritt und dass die Alleingesellschafter auf jegliche Einberufungserfordernisse verzichtet haben, sodann bat sie den unterzeichnenden Notar um die Beurkundung der folgenden Tagesordnung:

Tagesordnung

1. Teilung der fünfhundert (500) Geschäftsanteile der Alleingesellschafter im Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,00) und entsprechende Änderung des Artikels 6 der Satzung der Gesellschaft;

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00), durch die Ausgabe von zwölftausendfünfhundert (12.500) neuen Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) und entsprechende Änderung des Artikels 6 der Satzung der Gesellschaft;

3. Änderung des Unternehmensgegenstands der Gesellschaft, mit Inkrafttreten zum Zeitpunkt der Eintragung der Gesellschaft beim Handelsregister Berlin (Charlottenburg) als deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung (das „Wirksamkeitsdatum“):

„(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien.

Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.“

4. Entscheidung der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum: (i) den Gesellschaftssitz (siège social) und den Verwaltungssitz (administration central) der Gesellschaft nach Berlin, Bundesrepublik Deutschland zu verlegen, (ii) die Gesellschaftsform der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht zu ändern und (iii) die Firma der Gesellschaft in Deutsche Wohnen Berlin XIV GmbH zu ändern;

5. Neufassung der Satzung der Gesellschaft mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum;

6. Bestätigung der Zwischenbilanz der Gesellschaft;

7. Bestellung von Herrn Oliver Thomas und Frau Tessa Lang zu Geschäftsführern der Deutsche Wohnen Berlin XIV GmbH.

Die erschienene Person, welche alle Geschäftsanteile vertritt, fasste sodann die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, die fünfhundert (500) Geschäftsanteile der Alleingesellschafter im Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,00) zu teilen und Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00), durch die Ausgabe von zwölftausendfünfhundert (12.500) neuen Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) zu erhöhen (die „Neuen Geschäftsanteile“).

Zeichnung

Die Neuen Geschäftsanteile wurden ordnungsgemäß wie folgt gezeichnet:

- Sechshundertfünfzig (650) Neue Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) wurden von der AWL gezeichnet; und

- Elftausendachtthundertfünfzig (11.850) Neue Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) wurden von der Larry gezeichnet.

Erbringung der Einlagen auf die Neuen Geschäftsanteile

Die Einlagen auf die Neuen Geschäftsanteile wurden aus Gesellschaftsmitteln erbracht, indem insgesamt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) der Kapitalrücklage (share premium and similar premiums) in Gesellschaftskapital (subscribed capital) umgewandelt wurde. Der Umstand, dass die Gesellschaft vor dem heutigen Kapitalerhöhungsbeschluss

über eine Kapitalrücklage (share premium and similar premiums) in ausreichender Höhe verfügte, wurde dem hier unterzeichnenden Notar durch die dieser Urkunde beigefügte Zwischenbilanz nachgewiesen. Die Zwischenbilanz ist Bestandteil dieser Urkunde.

Aufgrund der vorausgehenden Beschlüsse, beschließen die Alleingesellschafter Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00) aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Anteile zu je einem Euro (EUR 1,00).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.“

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, den Unternehmensgegenstand der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum, wie folgt zu ändern:

„(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum: (i) den Gesellschaftssitz (siège social) und den Verwaltungssitz (administration central) der Gesellschaft nach Berlin, Bundesrepublik Deutschland zu verlegen, (ii) die Gesellschaftsform der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht zu ändern und (iii) die Firma der Gesellschaft in Deutsche Wohnen Berlin XIV GmbH zu ändern.

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum, wie folgt neu zu fassen:

§ 1. Firma und Sitz.

(1) Die Firma der Gesellschaft lautet:

Deutsche Wohnen Berlin XIV GmbH (2) Der Sitz der Gesellschaft ist Berlin.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.

§ 3. Bekanntmachungen. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im Bundesanzeiger.

§ 4. Stammkapital.

(1) Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt

EUR 25.000,00

(in Worten: Euro fünfundzwanzigtausend)

(2) Die Einlage auf das Stammkapital im Nennbetrag von insgesamt EUR 25.000,00 ist in voller Höhe durch Formwechsel der Larry Berlin Lichtenberg S.à r.l. mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (vormals eingetragen im Register der Registre de Commerce et des Sociétés, Luxemburg, unter B 159496) in die Gesellschaft erbracht.

(3) Im Zuge des Formwechsels haben die beiden Gesellschafter der Larry Berlin Lichtenberg S.à r.l. folgende Geschäftsanteile erlangt: Die AWL Properties I S.C.S. SICAV-SIF (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxemburg, Nummer B 187497) 1.300 Geschäftsanteile im Nennbetrag von je EUR 1,00 sowie die Larry I Targetco (Berlin) GmbH (Amtsgericht Berlin (Charlottenburg) HRB 145420) 23.700 Geschäftsanteile im Nennbetrag von je EUR 1,00.

§ 5. Geschäftsführung.

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Gesellschafterbeschluss bestellt und abberufen werden.

(2) Mehrere Geschäftsführer sind, unbeschadet ihrer Vertretungsmacht nach außen, gemeinschaftlich zur Geschäftsführung befugt. Sie beschließen mit einfacher Mehrheit. Bei Stimmgleichheit gilt ein Antrag als abgelehnt.

(3) Die Geschäftsführer sind verpflichtet, die Geschäfte der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesetz, diesem Gesellschaftsvertrag in seiner jeweils gültigen Fassung sowie den Beschlüssen der Gesellschafter zu führen.

(4) Die Gesellschafter können durch Beschluss insbesondere in Form einer Geschäftsordnung für die Geschäftsführung weitere Geschäfte, Handlungen oder Maßnahmen bestimmen, die ihrer Zustimmung bedürfen.

§ 6. Vertretung.

(1) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt er die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so vertritt jeder Geschäftsführer die Gesellschaft in Gemeinschaft mit einem anderen Geschäftsführer oder einem Prokuristen.

(2) Durch Gesellschafterbeschluss kann Geschäftsführern Einzelvertretungsbefugnis und Befreiung von den Beschränkungen des § 181 BGB erteilt werden. Dies gilt auch im Liquidationsfall für die Liquidatoren.

§ 7. Gesellschafterversammlung, Beschlussfassung.

(1) Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in Gesellschafterversammlungen gefasst. Außerhalb von Gesellschafterversammlungen können sie, soweit nicht zwingendes Recht eine andere Form vorschreibt, sowohl durch Stimmabgabe in Schriftform, in elektronischer Form oder in Textform als auch durch mündliche - auch fernmündliche - Abstimmung gefasst werden, wenn alle Gesellschafter damit einverstanden sind.

Über Beschlüsse der Gesellschafter ist eine Niederschrift anzufertigen.

(2) Gesellschafterbeschlüsse werden, soweit nicht durch zwingende gesetzliche Vorschriften oder durch Gesellschaftsvertrag etwas anderes bestimmt ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(3) Je EUR 1,00 (in Worten: ein Euro) eines Geschäftsanteils gewährt eine Stimme.

(4) Jeder Gesellschafter kann sich in der Gesellschafterversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen oder sich des Beistandes eines Angehörigen der rechts-, steuerberatenden oder wirtschaftsprüfenden Berufe, der gesetzlich zur Berufsverschwiegenheit verpflichtet ist, bedienen. Die Vertreter müssen sich durch eine Vollmacht in Schrift- oder Textform ausweisen.

(5) Die Unwirksamkeit oder Anfechtbarkeit von Gesellschafterbeschlüssen kann nur innerhalb eines Monats geltend gemacht werden. Die Frist beginnt mit dem Zugang der Niederschrift des Beschlusses.

§ 8. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

§ 9. Jahresabschluss, Ergebnisverwendung.

(1) Die Geschäftsführer haben den Jahresabschluss gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen und innerhalb der gesetzlichen Fristen aufzustellen.

(2) Die Geschäftsführer haben den Gesellschaftern spätestens mit der Ladung zu der Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss und die Verwendung des Ergebnisses beschließt, den Jahresabschluss gemeinsam mit ihrem Ergebnisverwendungsvorschlag und - soweit eine Abschlussprüfung gesetzlich erforderlich und erfolgt ist - dem schriftlichen Prüfungsbericht des Abschlussprüfers vorzulegen.

(3) Die Gesellschafter haben innerhalb der gesetzlichen Fristen über die Feststellung des Jahresabschlusses und über die Verwendung des Ergebnisses zu beschließen.

§ 10. Abtretung und Belastung von Geschäftsanteilen.

(1) Die Abtretung von Geschäftsanteilen oder Teilen von solchen sowie die Belastung von Geschäftsanteilen bedürfen zu ihrer Wirksamkeit eines zustimmenden Gesellschafterbeschlusses. Entsprechendes gilt für die Bestellung eines Nießbrauchs sowie die Einräumung von Unterbeteiligungen, auch an Teilgeschäftsanteilen.

(2) Nicht genehmigungspflichtig sind Verfügungen über einen Geschäftsanteil oder einen Teilgeschäftsanteil zugunsten eines mit dem verfügenden Gesellschafter im Sinne der §§ 15 ff AktG verbundenen Unternehmens oder zugunsten eines Mitgesellschafters sowie Verpfändungen von Geschäftsanteilen oder Teilgeschäftsanteilen im Rahmen geschäftsüblicher Finanzierungen.

§ 11. Dauer der Gesellschaft. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

§ 12. Schlussbestimmungen.

(1) Die Ungültigkeit einzelner Bestimmungen des Vertrages berührt nicht seine Wirksamkeit. Anstelle der unwirksamen Bestimmungen oder zur Ausfüllung einer Lücke ist eine angemessene Regelung zu vereinbaren, die dem am nächsten kommt, was die Vertragsschließenden gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck des Vertrages gewollt hätten, sofern sie den Punkt bedacht hätten. Beruht die Ungültigkeit auf einer Leistungs- oder Zeitbestimmung, so tritt an ihre Stelle das gesetzlich zulässige Maß.

(2) Alle das Gesellschaftsverhältnis betreffenden Vereinbarungen sowie alle Vereinbarungen, die ein Gesellschafter mit der Gesellschaft trifft, bedürfen zu ihrer Rechtswirksamkeit der Schriftform, soweit nicht das Gesetz notarielle Beurkundung vorsieht.

Sechster Beschluss

Die Alleingesellschafter bestätigen die Richtigkeit der Zwischenbilanz der Gesellschaft zum 30. September 2015.

Siebter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, Herrn Oliver Thomas und Frau Tessa Lang zu Geschäftsführern der Deutsche Wohnen Berlin XIV GmbH zu bestellen.

Auslagen und Kosten

Die der Gesellschaft entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf Zweitausend Euro geschätzt.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg an dem oben aufgeführten Tage unterzeichnet.

Der amtierende Notar, der der deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der erschienenen Person diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst worden ist.

Das Vorstehende wurde der erschienenen Person, deren Name und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, vom Notar vorgelesen und erläutert, anschließend haben diese Person und der Notar diese Urkunde eigenhändig wie folgt unterschrieben.

Gezeichnet: G. GERSTBERGER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 08. Oktober 2015. Relation: EAC/2015/23349. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015173210/204.

(150191543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Starlyst Manchester Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 195.415.

La dénomination de l'associé unique SOF-10 Starlight 15 GBP S.à r.l. a changé et est désormais Starlyst JVCo Lux S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173363/12.

(150191449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Larry II Greater Berlin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 164.345.

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am siebten Oktober.

vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, sind erschienen:

die AWL Properties I S.C.S. SICAV-SIF, eine société en commandite simple, gegründet und existierend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter B 187497 („AWL“),

Inhaberin von sechsundzwanzig (26) Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00),

hier vertreten durch Herrn Georg Gerstberger, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer am 2. Oktober 2015 in Luxemburg, erteilten Vollmacht, und

die Larry II Targetco (Berlin) GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in Berlin und der Geschäftsanschrift Mecklenburgische Straße 57, 14197 Berlin, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Berlin (Charlottenburg) unter HRB 145424 („Larry“),

Inhaberin von vierhundertvierundsiebzig (474) Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00),

hier vertreten durch Herrn Georg Gerstberger, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer am 25. September 2015 in Berlin, erteilten Vollmacht.

Oben genannte Vollmachten werden, nachdem sie „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurden, dieser Urkunde angehängt bleiben und mit ihr eingetragen.

AWL und Larry sind die alleinigen Gesellschafter (die „Alleingesellschafter“) der Larry II Greater Berlin S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und existierend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 2A, Rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg,

Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter B 164345, gegründet gemäß einer Urkunde der Notarin Francis Kessler, wohnhaft in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg am 14. Februar 2011, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 1. Juni 2011, unter Nummer 1175 veröffentlicht wurde. Der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert durch notarielle Urkunde des Notars Henri Hellinckx, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 10. Juni 2013 veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 14. August 2013 unter Nummer 1977.

Die erschienene Person erklärte, dass sie alle Geschäftsanteile vertritt und dass die Alleingesellschafter auf jegliche Einberufungserfordernisse verzichtet haben, sodann bat sie den unterzeichnenden Notar um die Beurkundung der folgenden Tagesordnung:

Tagesordnung

1. Teilung der fünfhundert (500) Geschäftsanteile der Alleingesellschafter im Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,00) und entsprechende Änderung des Artikels 6 der Satzung der Gesellschaft;

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00), durch die Ausgabe von zwölftausendfünfhundert (12.500) neuen Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) und entsprechende Änderung des Artikels 6 der Satzung der Gesellschaft;

3. Änderung des Unternehmensgegenstands der Gesellschaft, mit Inkrafttreten zum Zeitpunkt der Eintragung der Gesellschaft beim Handelsregister Berlin (Charlottenburg) als deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung (das „Wirksamkeitsdatum“):

„(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien.

Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.“

4. Entscheidung der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum: (i) den Gesellschaftssitz (siège social) und den Verwaltungssitz (administration central) der Gesellschaft nach Berlin, Bundesrepublik Deutschland zu verlegen, (ii) die Gesellschaftsform der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht zu ändern und (iii) die Firma der Gesellschaft in Deutsche Wohnen Berlin XVII GmbH zu ändern;

5. Neufassung der Satzung der Gesellschaft mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum;

6. Bestätigung der Zwischenbilanz der Gesellschaft;

7. Bestellung von Herrn Oliver Thomas und Frau Tessa Lang zu Geschäftsführern der Deutsche Wohnen Berlin XVII GmbH.

Die erschienene Person, welche alle Geschäftsanteile vertritt, fasste sodann die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, die fünfhundert (500) Geschäftsanteile der Alleingesellschafter im Nennbetrag von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,00) zu teilen und Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00), durch die Ausgabe von zwölftausendfünfhundert (12.500) neuen Geschäftsanteilen mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) zu erhöhen (die „Neuen Geschäftsanteile“).

Zeichnung

Die Neuen Geschäftsanteile wurden ordnungsgemäß wie folgt gezeichnet:

- Sechshundertfünfzig (650) Neue Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) wurden von der AWL gezeichnet; und

- Elftausendachtthundertfünfzig (11.850) Neue Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einem Euro (EUR 1,00) wurden von der Larry gezeichnet.

Erbringung der Einlagen auf die Neuen Geschäftsanteile

Die Einlagen auf die Neuen Geschäftsanteile wurden aus Gesellschaftsmitteln erbracht, indem insgesamt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) der Kapitalrücklage (share premium and similar premiums) in Gesellschaftskapital (subscribed capital) umgewandelt wurde. Der Umstand, dass die Gesellschaft vor dem heutigen Kapitalerhöhungsbeschluss

über eine Kapitalrücklage (share premium and similar premiums) in ausreichender Höhe verfügte, wurde dem hier unterzeichnenden Notar durch die dieser Urkunde beigefügte Zwischenbilanz nachgewiesen. Die Zwischenbilanz ist Bestandteil dieser Urkunde.

Aufgrund der vorausgehenden Beschlüsse, beschließen die Alleingesellschafter Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,00) aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Anteile zu je einem Euro (EUR 1,00).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.“

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, den Unternehmensgegenstand der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum, wie folgt zu ändern:

„(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum: (i) den Gesellschaftssitz (siège social) und den Verwaltungssitz (administration central) der Gesellschaft nach Berlin, Bundesrepublik Deutschland zu verlegen, (ii) die Gesellschaftsform der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht zu ändern und (iii) die Firma der Gesellschaft in Deutsche Wohnen Berlin XVII GmbH zu ändern.

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft, mit Wirkung zum Wirksamkeitsdatum, wie folgt neu zu fassen:

§ 1. Firma und Sitz.

(1) Die Firma der Gesellschaft lautet:

Deutsche Wohnen Berlin XVII GmbH (2) Der Sitz der Gesellschaft ist Berlin.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

(1) Gegenstand des Unternehmens sind der Erwerb und die Veräußerung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten sowie die Bewirtschaftung, Verwaltung und Vermietung von Immobilien. Ausgenommen sind alle Geschäfte und Maßnahmen, die der Genehmigung nach § 34c der Gewerbeordnung unterliegen. Die Gesellschaft kann diesen Unternehmensgegenstand selbst oder durch Tochter- und Beteiligungsunternehmen verwirklichen.

(2) Die Gesellschaft ist zu allen mittelbaren und unmittelbaren Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die geeignet sind, dem Gegenstand des Unternehmens zu dienen.

§ 3. Bekanntmachungen. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im Bundesanzeiger.

§ 4. Stammkapital.

(1) Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt

EUR 25.000,00

(in Worten: Euro fünfundzwanzigtausend)

(2) Die Einlage auf das Stammkapital im Nennbetrag von insgesamt EUR 25.000,00 ist in voller Höhe durch Formwechsel der Larry II Greater Berlin S.à r.l. mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (vormals eingetragen im Register der Registre de Commerce et des Sociétés, Luxemburg, unter B 164345) in die Gesellschaft erbracht.

(3) Im Zuge des Formwechsels haben die beiden Gesellschafter der Larry II Greater Berlin S.à r.l. folgende Geschäftsanteile erlangt: Die AWL Properties I S.C.S. SICAV-SIF (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxemburg, Nummer B 187497) 1.300 Geschäftsanteile im Nennbetrag von je EUR 1,00 sowie die Larry II Targetco (Berlin) GmbH (Amtsgericht Berlin (Charlottenburg) HRB 145424) 23.700 Geschäftsanteile im Nennbetrag von je EUR 1,00.

§ 5. Geschäftsführung.

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Gesellschafterbeschluss bestellt und abberufen werden.

(2) Mehrere Geschäftsführer sind, unbeschadet ihrer Vertretungsmacht nach außen, gemeinschaftlich zur Geschäftsführung befugt. Sie beschließen mit einfacher Mehrheit. Bei Stimmgleichheit gilt ein Antrag als abgelehnt.

(3) Die Geschäftsführer sind verpflichtet, die Geschäfte der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesetz, diesem Gesellschaftsvertrag in seiner jeweils gültigen Fassung sowie den Beschlüssen der Gesellschafter zu führen.

(4) Die Gesellschafter können durch Beschluss insbesondere in Form einer Geschäftsordnung für die Geschäftsführung weitere Geschäfte, Handlungen oder Maßnahmen bestimmen, die ihrer Zustimmung bedürfen.

§ 6. Vertretung.

(1) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt er die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so vertritt jeder Geschäftsführer die Gesellschaft in Gemeinschaft mit einem anderen Geschäftsführer oder einem Prokuristen.

(2) Durch Gesellschafterbeschluss kann Geschäftsführern Einzelvertretungsbefugnis und Befreiung von den Beschränkungen des § 181 BGB erteilt werden. Dies gilt auch im Liquidationsfall für die Liquidatoren.

§ 7. Gesellschafterversammlung, Beschlussfassung.

(1) Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in Gesellschafterversammlungen gefasst. Außerhalb von Gesellschafterversammlungen können sie, soweit nicht zwingendes Recht eine andere Form vorschreibt, sowohl durch Stimmabgabe in Schriftform, in elektronischer Form oder in Textform als auch durch mündliche - auch fernmündliche - Abstimmung gefasst werden, wenn alle Gesellschafter damit einverstanden sind.

Über Beschlüsse der Gesellschafter ist eine Niederschrift anzufertigen.

(2) Gesellschafterbeschlüsse werden, soweit nicht durch zwingende gesetzliche Vorschriften oder durch Gesellschaftsvertrag etwas anderes bestimmt ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(3) Je EUR 1,00 (in Worten: ein Euro) eines Geschäftsanteils gewährt eine Stimme.

(4) Jeder Gesellschafter kann sich in der Gesellschafterversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen oder sich des Beistandes eines Angehörigen der rechts-, steuerberatenden oder wirtschaftsprüfenden Berufe, der gesetzlich zur Berufsverschwiegenheit verpflichtet ist, bedienen. Die Vertreter müssen sich durch eine Vollmacht in Schrift- oder Textform ausweisen.

(5) Die Unwirksamkeit oder Anfechtbarkeit von Gesellschafterbeschlüssen kann nur innerhalb eines Monats geltend gemacht werden. Die Frist beginnt mit dem Zugang der Niederschrift des Beschlusses.

§ 8. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

§ 9. Jahresabschluss, Ergebnisverwendung.

(1) Die Geschäftsführer haben den Jahresabschluss gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen und innerhalb der gesetzlichen Fristen aufzustellen.

(2) Die Geschäftsführer haben den Gesellschaftern spätestens mit der Ladung zu der Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss und die Verwendung des Ergebnisses beschließt, den Jahresabschluss gemeinsam mit ihrem Ergebnisverwendungsvorschlag und - soweit eine Abschlussprüfung gesetzlich erforderlich und erfolgt ist - dem schriftlichen Prüfungsbericht des Abschlussprüfers vorzulegen.

(3) Die Gesellschafter haben innerhalb der gesetzlichen Fristen über die Feststellung des Jahresabschlusses und über die Verwendung des Ergebnisses zu beschließen.

§ 10. Abtretung und Belastung von Geschäftsanteilen.

(1) Die Abtretung von Geschäftsanteilen oder Teilen von solchen sowie die Belastung von Geschäftsanteilen bedürfen zu ihrer Wirksamkeit eines zustimmenden Gesellschafterbeschlusses. Entsprechendes gilt für die Bestellung eines Nießbrauchs sowie die Einräumung von Unterbeteiligungen, auch an Teilgeschäftsanteilen.

(2) Nicht genehmigungspflichtig sind Verfügungen über einen Geschäftsanteil oder einen Teilgeschäftsanteil zugunsten eines mit dem verfügenden Gesellschafter im Sinne der §§ 15 ff AktG verbundenen Unternehmens oder zugunsten eines Mitgesellschafters sowie Verpfändungen von Geschäftsanteilen oder Teilgeschäftsanteilen im Rahmen geschäftsüblicher Finanzierungen.

§ 11. Dauer der Gesellschaft. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

§ 12. Schlussbestimmungen.

(1) Die Ungültigkeit einzelner Bestimmungen des Vertrages berührt nicht seine Wirksamkeit. Anstelle der unwirksamen Bestimmungen oder zur Ausfüllung einer Lücke ist eine angemessene Regelung zu vereinbaren, die dem am nächsten kommt, was die Vertragsschließenden gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck des Vertrages gewollt hätten, sofern sie den Punkt bedacht hätten. Beruht die Ungültigkeit auf einer Leistungs- oder Zeitbestimmung, so tritt an ihre Stelle das gesetzlich zulässige Maß.

(2) Alle das Gesellschaftsverhältnis betreffenden Vereinbarungen sowie alle Vereinbarungen, die ein Gesellschafter mit der Gesellschaft trifft, bedürfen zu ihrer Rechtswirksamkeit der Schriftform, soweit nicht das Gesetz notarielle Beurkundung vorsieht.

Sechster Beschluss

Die Alleingesellschafter bestätigen die Richtigkeit der Zwischenbilanz der Gesellschaft zum 30. September 2015.

Siebter Beschluss

Die Alleingesellschafter beschließen, Herrn Oliver Thomas und Frau Tessa Lang zu Geschäftsführern der Deutsche Wohnen Berlin XVII GmbH zu bestellen.

Auslagen und Kosten

Die der Gesellschaft entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf Zweitausend Euro geschätzt.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg an dem oben aufgeführten Tage unterzeichnet.

Der amtierende Notar, der der deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der erschienenen Person diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst worden ist.

Das Vorstehende wurde der erschienenen Person, deren Name und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, vom Notar vorgelesen und erläutert, anschließend haben diese Person und der Notar diese Urkunde eigenhändig wie folgt unterschrieben.

Gezeichnet: G. GERSTBERGER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 08. Oktober 2015. Relation: EAC/2015/23358. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015173211/204.

(150191581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Starlyst UK Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 191.263.

La dénomination de l'associé unique SOF-10 Starlight 15 GBP S.à r.l. a changé et est désormais Starlyst JVCo Lux S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015173364/12.

(150191454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2015.

Hollerich Village, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 29.705.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015173773/11.

(150192845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2015.

International Trade Real Estate Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 98.888.

Le bilan au 31 mai 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2015173810/11.

(150192327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2015.
